

No. 47480

—

**France
and
Venezuela (Bolivarian Republic of)**

Agreement on cooperation in the field of civil security between the Government of the French Republic and the Government of the Bolivarian Republic of Venezuela. Paris, 2 October 2008

Entry into force: *1 October 2009 by notification, in accordance with article 11*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 10 May 2010*

—

**France
et
Venezuela (République bolivarienne du)**

Accord de coopération en matière de sécurité civile entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela. Paris, 2 octobre 2008

Entrée en vigueur : *1^{er} octobre 2009 par notification, conformément à l'article 11*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 10 mai 2010*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

**ACCORD DE COOPERATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ
CIVILE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
BOLIVARIENNE DU VENEZUELA**

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

et

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA,

ci-après dénommés les Parties ;

CONSIDERANT

Que la coopération dans le domaine de la sécurité civile, de la prévention et de la gestion des situations d'urgence contribue au bien-être et à la protection des populations des deux Etats ;

RECONNAISSANT

Que les deux Etats sont confrontés à des risques importants, notamment en ce qui concerne les événements hydrométéorologiques, les séismes et les incendies de forêts ;

CONSIDERANT

La lettre d'intention signée le 10 octobre 2001 entre la République française et la République bolivarienne du Venezuela relative à la lutte contre les catastrophes naturelles;

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1

Le présent Accord a pour objet de développer la coopération dans le domaine de la prévision et la prévention des risques naturels et technologiques majeurs, ainsi que de la protection et la sauvegarde des personnes, des biens et de l'environnement, menacés par une catastrophe naturelle ou technologique majeure, sur la base des principes d'égalité, de respect mutuel de la souveraineté et de la réciprocité dans l'intérêt mutuel des Parties, conformément à leurs législations nationales et aux dispositions du présent Accord.

ARTICLE 2

Pour la mise en œuvre du présent Accord, les Parties désignent comme administrations compétentes :

- Pour la République française, le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;
- Pour la République bolivarienne du Venezuela, le ministère du pouvoir populaire pour les relations intérieures et la justice.

ARTICLE 3

La coopération prévue par le présent Accord concerne les secteurs suivants :

- La prévision et la prévention des risques naturels et technologiques majeurs ;
- La protection et la sauvegarde des personnes, des biens et de l'environnement, menacés par une catastrophe naturelle ou technologique majeure ;
- Tout autre domaine choisi d'un commun accord par les Parties.

ARTICLE 4

Les actions de coopération prévues par le présent Accord peuvent revêtir les formes suivantes :

- Echange d'informations scientifiques et techniques en matière de sécurité et de protection civile, de prévention et de gestion des situations de crise ;
- Echange d'experts et de spécialistes dans le domaine de la sécurité, de la protection civile et de la gestion des catastrophes ;
- Etude de problèmes d'intérêt commun en matière de prévision, de prévention, d'évaluation et de gestion des situations d'urgence ;

- Appui à la création et à l'organisation du centre national vénézuélien de prévention et de traitement des catastrophes de la direction nationale de la protection civile et de la gestion des catastrophes, ainsi que toute autre action que les Parties souhaiteraient développer d'un commun accord ;
- Assistance et coopération opérationnelle lors de catastrophes naturelles ou technologiques ;
- Toute autre action décidée d'un commun accord entre les Parties ;

ARTICLE 5

Aux fins d'évaluation et de suivi pour la mise en œuvre du présent Accord, les Parties conviennent de constituer un groupe de travail qui se réunira dans un lieu et à une date convenus d'un commun accord par les Parties.

ARTICLE 6

Les Parties fixent d'un commun accord les conditions permettant de mettre au point de manière adéquate les modalités des échanges d'expériences et d'informations.

ARTICLE 7

Le financement des activités résultant de l'exécution du présent Accord est décidé d'un commun accord entre les Parties, en fonction de leurs disponibilités budgétaires respectives.

ARTICLE 8

Le présent Accord n'affecte pas les droits et obligations des Parties résultant d'autres Accords internationaux.

ARTICLE 9

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord est réglé par voie de négociation directe entre les Parties par la voie diplomatique.

ARTICLE 10

Les Parties peuvent d'un commun accord modifier ou compléter par avenant le présent Accord. La modification ou l'avenant entre en vigueur selon la procédure prévue pour l'entrée en vigueur du présent Accord.

ARTICLE 11

Le présent Accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière notification transmise par voie diplomatique de l'accomplissement par chacune des Parties des procédures légales internes requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord.

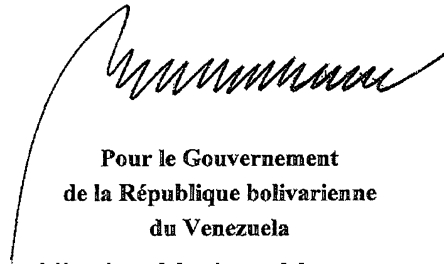
Le présent Accord est conclu pour une durée illimitée. Chaque Partie peut le dénoncer à tout moment par notification écrite adressée par la voie diplomatique à l'autre Partie. Cette dénonciation prend effet six (6) mois après la date de réception de la notification.

Fait à Paris, République française, le *2 octobre* 2008
en deux exemplaires, chacun en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.



**Pour le Gouvernement
de la République française**

Bernard Kouchner



**Pour le Gouvernement
de la République bolivarienne
du Venezuela**

Nicolas Maduro Moros

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

**ACUERDO PARA LA COOPERACIÓN
EN EL ÁMBITO DE LA SEGURIDAD CIVIL
ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA Y EL
GOBIERNO DE LA REPÚBLICA BOLIVARIANA DE VENEZUELA**

EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA

y

EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA BOLIVARIANA DE VENEZUELA,

en adelante denominados “las Partes”,

CONSIDERANDO

Que la cooperación en el ámbito de la seguridad civil, la prevención y el manejo de las situaciones de emergencias contribuye al bienestar y a la protección de las poblaciones de ambos Estados;

RECONOCIENDO

Que ambos Estados enfrentan importantes riesgos, relacionados en particular con eventos hidrometeorológicos, terremotos e incendios forestales;

CONSIDERANDO

La Carta de Intención entre la República Francesa y la República Bolivariana de Venezuela sobre la Lucha contra las Catástrofes Naturales, suscrita el 10 de octubre de 2001;

Acuerdan lo siguiente:

ARTÍCULO 1

El presente Acuerdo tiene por objeto desarrollar la cooperación en materia de previsión y prevención de los riesgos naturales y tecnológicos mayores, así como la protección y salvaguarda de la vida, los bienes y el medio ambiente, amenazados por un desastre de orden natural o tecnológico mayor, sobre la base de los principios de igualdad, respeto mutuo de la soberanía y reciprocidad de ventajas para el beneficio mutuo, con sujeción a sus ordenamientos jurídicos internos y a lo previsto en el presente Acuerdo.

ARTÍCULO 2

Para la ejecución de las disposiciones del presente Acuerdo, las Partes designan como órganos ejecutores:

- Por la República Francesa, al Ministerio del Interior, de Ultramar y de las Entidades Territoriales;
- Por la República Bolivariana de Venezuela, al Ministerio del Poder Popular para Relaciones Interiores y Justicia.

ARTÍCULO 3

La cooperación prevista en este Acuerdo, se desarrollará en los sectores siguientes:

- La previsión y la prevención de los riesgos naturales y tecnológicos mayores;
- La protección y salvaguardia de la vida, los bienes y el medio ambiente, amenazados por un desastre de orden natural o tecnológico mayor;
- Otra que de común acuerdo decidan las Partes.

ARTÍCULO 4

Las acciones de cooperación previstas en este Acuerdo se podrán instituir de las formas siguientes:

- Intercambio de informaciones científicas y técnicas en el campo de la seguridad y de la protección civil, de la prevención y del manejo de las situaciones de emergencia;
- Intercambio de expertos y especialistas en el sector de la seguridad, de protección civil y del administración de desastres;
- Estudio de problemas de interés común en materia de previsión, protección, evaluación y manejo de las situaciones de emergencia;

- Apoyo a la creación y a la organización del centro nacional Venezolano de prevención y atención de desastres de la Dirección Nacional de Protección Civil y Administración de Desastres, así como cualquier acción que las Partes deseen llevar a cabo de común acuerdo;
- Asistencia y cooperación operativa en casos de desastres de orden natural o tecnológico;
- Cualquier otra actividad que decidan las Partes de común acuerdo.

ARTÍCULO 5

A los fines de la evaluación y seguimiento para la implementación del presente Acuerdo, las Partes acuerdan la creación de un grupo de trabajo, el cual se reunirá en la fecha y lugar convenido de mutuo acuerdo por las Partes.

ARTÍCULO 6

Las Partes de común acuerdo establecerán condiciones que permitan desarrollar adecuadamente la instrumentación de los intercambios de experiencia e información.

ARTÍCULO 7

El financiamiento de las actividades derivadas de la ejecución del presente Acuerdo será decidido de mutuo acuerdo entre las Partes, con sujeción a sus respectivas disponibilidades presupuestarias.

ARTÍCULO 8

El presente Acuerdo no afecta a los derechos y obligaciones que tienen las Partes en el marco de otros acuerdos internacionales.

ARTÍCULO 9

Las dudas y controversias que pudieran surgir de la interpretación y ejecución del presente Acuerdo, serán resueltas por negociación directa entre las Partes por la vía diplomática.

ARTÍCULO 10

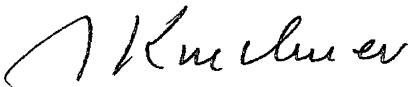
Las Partes pueden, por mutuo consentimiento, modificar o enmendar el presente Acuerdo, tras un protocolo adicional. La modificación o enmienda entrará en vigor de conformidad con lo establecido para la entrada en vigor del presente instrumento.

ARTÍCULO 11

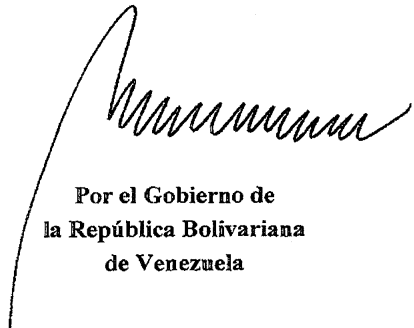
El presente Acuerdo entrará en vigor el primer día del segundo mes después de la fecha de recepción de la última notificación transmitida por vía diplomática mediante la cual las Partes se comuniquen el cumplimiento de los requisitos constitucionales y legales internos necesarios para su aprobación.

El presente Acuerdo permanecerá vigente por período indefinido. Cualquiera de las Partes podrá denunciar el presente Acuerdo en cualquier momento, mediante notificación por escrito transmitida por vía diplomática a la otra Parte. La denuncia surtirá efectos seis (6) meses después de la fecha de recepción de la notificación.

Suscrito en París, República Francesa, el 02 de Octubre de dos mil ocho (2008), en dos ejemplares, en los idiomas francés y castellano, siendo cada uno de estos textos igualmente válido.



**Por el Gobierno de
la República Francesa**



**Por el Gobierno de
la República Bolivariana
de Venezuela**

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT ON COOPERATION IN THE FIELD OF CIVIL SECURITY
BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND
THE GOVERNMENT OF THE BOLIVARIAN REPUBLIC OF
VENEZUELA

The Government of the French Republic and the Government of the Bolivarian Republic of Venezuela, hereinafter referred to as the Parties,

Considering that cooperation in the field of civil security and the prevention and management of emergency situations contributes to the well-being and protection of the inhabitants of the two States,

Recognizing that the two States are faced with significant risks, in particular with regard to hydro meteorological events, earthquakes and forest fires,

Considering the letter of intent signed on 10 October 2001 between the French Republic and the Bolivarian Republic of Venezuela on combating natural disasters,

Have agreed as follows:

Article 1

The purpose of this Agreement is to develop cooperation in the field of the prediction and prevention of major natural and technological risks, together with the protection and safeguarding of persons, property and the environment threatened by a major natural or technological disaster, on the basis of the principles of equality, mutual respect for sovereignty and reciprocity in the mutual interest of the Parties, in accordance with their domestic laws and the provisions of this Agreement.

Article 2

For the implementation of this Agreement, the Parties designate as competent authorities:

- For the French Republic, the Minister of the Interior, Overseas France and Local Authorities;
- For the Bolivarian Republic of Venezuela, the Minister of People's Power for Internal Relations and Justice.

Article 3

The cooperation provided for in this Agreement concerns the following sectors:

- Prediction and prevention of major natural and technological risks;
- Protection and safeguarding of persons, property and the environment threatened by a major natural or technological disaster;
- Any other field chosen by mutual agreement between the Parties.

Article 4

The cooperative actions provided for in this Agreement may take the following forms:

- Exchange of scientific and technical information on security and civil protection, prevention and management of emergency situations;
- Exchange of experts and specialists in the field of security, civil protection and disaster management;
- Study of problems of common interest with regard to prediction, prevention, assessment and management of emergency situations;
- Support for the creation and organization of the Venezuelan National Centre for Disaster Prevention and Response in the National Office for Civil Protection and Disaster Management, together with any other action which the Parties wish to develop by mutual agreement;
- Assistance and operational cooperation following natural or technological disasters;
- Any other action decided by mutual agreement between the Parties.

Article 5

For the purposes of evaluating and monitoring the implementation of this Agreement, the Parties agree to establish a working group that will meet at a place and on a date mutually agreed between the Parties.

Article 6

The Parties shall determine by mutual agreement the conditions for developing appropriate modalities for the exchange of experience and information.

Article 7

The financing of the activities resulting from the execution of this Agreement shall be decided by mutual agreement between the Parties, depending on their available budgetary resources.

Article 8

This Agreement shall not affect the rights and obligations of the Parties resulting from other international agreements.

Article 9

Any dispute concerning the interpretation or application of this Agreement shall be settled by direct negotiation between the Parties through the diplomatic channel.

Article 10

The Parties may, by mutual agreement, modify or complement this Agreement by way of amendment. Such modification or amendment shall enter into force according to the procedure stipulated for the entry into force of this Agreement.

Article 11

This Agreement shall enter into force on the first day of the second month following the date of receipt of the last notification, transmitted through the diplomatic channel, of the completion by each of the Parties of the domestic legal procedures required for the entry into force of this Agreement.

This Agreement shall be concluded for an indefinite period. Either Party may denounce it at any time by written notification addressed through the diplomatic channel to the other Party. The denunciation shall take effect six (6) months after the date of receipt of the notification.

DONE in Paris, French Republic, on 2 October 2008 in two originals, each in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

BERNARD KOUCHNER

For the Government of the Bolivarian Republic of Venezuela:

NICOLAS MADURO MOROS